

## **Pour des politiques locales de lutte contre le harcèlement à l'école : un appel au sursaut !**

*Alors que la campagne des élections départementales et régionales bat son plein à quelques jours de premier tour, l'Association HUGO !, qui lutte contre le harcèlement à l'école, au collège et au lycée, appelle à un sursaut des candidats, les appelant à formuler des propositions fortes en la matière. L'objectif ? Construire des politiques locales de lutte contre le harcèlement à l'école, adaptées aux territoires.*

### **Une capacité d'action à exploiter pour les départements et régions**

L'école, c'est pour les mairies. Mais les collèges, c'est pour les départements et les lycées pour les régions. Oui, les collectivités ont la responsabilité des moyens et du bâti des établissements scolaires publics. Et quand il s'agit d'éducation à l'échelle des territoires, le sujet de harcèlement à l'école, reste un grand oublié, à l'image de la campagne électorale en cours où le nombre des candidats ayant formulé des propositions fortes en la matière semble maigre.

Les régions et les départements ont pourtant, dans le cadre de leur champ d'action, de proposer des mesures concrètes en la matière. Il s'agirait, par exemple, de former les agents territoriaux des établissements scolaires qui sont au contact des enfants et ainsi témoins de situation de harcèlement qu'ils pourraient signaler et ainsi contribuer à prévenir plus en amont ces difficultés. C'est aussi auprès d'eux que les enfants vont parfois se confier, or, il s'agit d'être formé à recueillir la parole d'un jeune.

### **Créer des politiques locales adaptées aux territoires**

Ainsi, il serait opportun pour notre pays, d'observer de véritables stratégies territoriales en la matière. De véritables politiques locales de lutte contre le harcèlement à l'école, adaptées aux réalités différentes du terrain et construites avec les acteurs locaux.

Autour d'un trio Établissements Scolaires – Associations – Collectivités, ces politiques locales pourraient être le vecteur d'une amélioration claire du climat scolaire en travaillant autour d'objectifs identifiés, définis avec les acteurs de la communauté éducative et locale, et des moyens adaptés.

En associant l'ensemble des acteurs à la définition de ces politiques locales de lutte contre le harcèlement à l'école, la promesse réside dans l'harmonie des efforts et la capacité d'une quantification du phénomène pour en voir sa diminution effective à l'échelle micro du territoire. C'est aussi un signal fort envoyé aux enfants et familles que d'affirmer l'engagement total et sans faille d'une collectivité dans la lutte contre ce fléau.

### **Un engagement fort des candidats pour des mesures concrètes**

Pour aboutir à cette finalité, nous appelons à un sursaut des candidats aux élections régionales et départementales de toute la France afin de proposer des mesures fortes dans ce sens, adaptées à leurs territoires. Ces propositions se doivent d'être ancrées dans les problématiques locales : il ne s'agit pas de lutter contre ce problème sociétal de la même manière, que ce soit en plein cœur d'un quartier de ville ou dans un village rural de campagne.

Car on le sait, les dynamiques locales sociales ne sont pas les mêmes chez les jeunes qui vont se déplacer en bus, par exemple, en village rural, ou à pied, dans la ville. Et ces semble-t-il, légers changements de contexte, ont toute leur importance dans une telle problématique.

Ce sont ces réalités que nous appelons à prendre en compte et face auxquelles il faut trouver des solutions.

Plus globalement, candidates et candidats, en tant que potentiels futurs élus et élus, vous avez le devoir de penser d'ores et déjà à la sécurité de nos plus jeunes citoyens. Ils sont citoyens au même

titre que les adultes de nos pays, et nous leur devons d'autant plus d'attention que ce sont eux qui formeront les générations de demain.

Après avoir réussi à infuser cette idée de politique locale de lutte contre le harcèlement à l'école auprès des municipalités dans le cadre des élections municipales de 2020, nous espérons arriver aux mêmes fins d'ici fin juin, croyant en la possibilité d'une collaboration inter-collectivités sur le sujet. Gageons ainsi que nous puissions croire à la création d'un vrai suivi des situations de ce phénomène, des premières années de l'école aux derniers mois de lycée, pour ne pas mener des efforts vains qui s'oublient avec le temps.

Notre pays a cette capacité d'innover, de faire preuve d'une certaine résilience. Espérons que cela se transcrive dans l'intérêt, ô 4 combien supérieur, du bien-être de nos enfants !

***Hugo Martinez – Président, Association HUGO !***